



Citoyenneté dans l'UE : Droits, responsabilités et participation économique



Introduction

La citoyenneté européenne va au-delà de l'appartenance nationale : elle reflète des valeurs communes telles que la démocratie, l'égalité et les droits de l'homme. Elle confère des droits tels que la libre circulation, le droit de résidence, le droit au travail et la protection des consommateurs dans tous les États membres, encourageant ainsi une participation active à la vie communautaire.

Au-delà des avantages économiques, la citoyenneté européenne favorise l'engagement civique, notamment le vote et la participation aux processus démocratiques aux niveaux national et européen. Elle établit un lien entre les libertés individuelles et la responsabilité collective, montrant comment les choix quotidiens, tels que le lieu de résidence ou de travail, sont liés à des principes démocratiques plus larges.

La compréhension de ces droits et devoirs permet aux citoyens de façonner une Europe plus inclusive, démocratique et résiliente.



Concepts clés et définitions

- ◆ **Citoyenneté européenne** : Statut juridique accordé automatiquement aux ressortissants des États membres de l'UE, introduit par le traité de Maastricht (1993). Il confère des droits supplémentaires par rapport à la citoyenneté nationale, tels que la liberté de circulation et le droit de vote aux élections européennes.
- ◆ **Liberté de circulation** : Le droit pour les citoyens de l'UE de voyager, de vivre, d'étudier et de travailler dans n'importe quel État membre de l'UE sans avoir besoin d'un visa ou d'un permis de travail.



- ◆ **Droit de résidence** : Droit des citoyens de l'UE de résider dans n'importe quel pays de l'UE sous certaines conditions (par exemple, emploi, études ou ressources suffisantes).
- ◆ **Droit au travail** : Possibilité de rechercher un emploi ou de créer une entreprise dans n'importe quel État membre sans discrimination fondée sur la nationalité.
- ◆ **Droits des consommateurs dans l'UE** : Protections accordées aux consommateurs, notamment en matière de sécurité des produits, de commerce équitable et de droit à l'information, lors de l'achat de biens ou de services au-delà des frontières de l'UE.
- ◆ **Marché unique** : Marché intégré qui permet la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes au sein de l'UE, permettant ainsi aux entreprises et aux consommateurs d'opérer librement au-delà des frontières.
- ◆ **Responsabilité civique** : Devoir des citoyens de participer aux processus démocratiques, de respecter la loi, de contribuer à la société (par exemple, en faisant du bénévolat, en payant des impôts) et de promouvoir la cohésion sociale.
- ◆ **Citoyenneté active** : Jouer un rôle actif dans la société et la politique, que ce soit en participant aux élections et aux initiatives communautaires ou en prenant part à des débats publics et à des actions de sensibilisation.
- ◆ **Participation démocratique** : Implication des citoyens dans les processus décisionnels aux niveaux local, national et européen afin de garantir que les politiques et les lois reflètent la volonté du peuple.
- ◆ **Valeurs de l'UE** : Principes fondamentaux inscrits dans les traités de l'UE, notamment le respect des droits de l'homme, la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit.



Exemples concrets

◆ Programme Erasmus+ comme exemple de liberté de circulation et de travail

Erasmus+ est une initiative de l'UE qui soutient les échanges d'étudiants, les formations et les stages à l'étranger. Depuis 1987 (date du premier programme Erasmus), plus de 13 millions de personnes ont étudié ou suivi une formation à l'étranger grâce aux possibilités offertes par ce programme. Par exemple, un étudiant polonais qui étudie en Espagne bénéficie non seulement d'une mobilité financée par l'UE, mais exerce également son droit de vivre et de travailler dans un autre pays de l'UE sans restrictions.

◆ Solidarité européenne et responsabilité civique – Le volontariat via le Corps européen de solidarité (CES)

Le Corps européen de solidarité rassemble des jeunes de toute l'UE afin de construire une société plus inclusive, de soutenir les personnes vulnérables et de relever les défis sociétaux. Il offre une expérience inspirante et enrichissante aux jeunes qui souhaitent aider, apprendre et se développer. Les participants au Corps européen de solidarité adhèrent aux valeurs de solidarité, de respect de la dignité humaine et des droits de l'homme, et croient en la promotion d'une société juste et équitable où prévalent le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité.

◆ Mobilité de la main-d'œuvre et égalité de traitement – Portail EURES

Les services du réseau EURES sont accessibles au public et s'adressent aux chômeurs et aux demandeurs d'emploi intéressés par un déplacement dans un autre État membre pour y occuper un emploi, ainsi qu'aux employeurs souhaitant recruter des travailleurs d'autres États membres de l'UE ou de l'AELE. Par exemple, une infirmière roumaine trouve un emploi en Suède grâce à EURES, bénéficie de l'égalité des droits en matière de travail et contribue à l'économie du pays d'accueil.

◆ Démocratie participative – L'Initiative citoyenne européenne (ICE)

Une initiative citoyenne européenne est un moyen pour vous et d'autres Européens de participer activement à l'élaboration des politiques de l'UE. Si vous souhaitez que l'UE prenne des mesures sur une question particulière, vous pouvez lancer une initiative citoyenne demandant à la Commission européenne de proposer une nouvelle législation européenne sur cette question. Pour qu'une initiative soit examinée par la Commission, vous devez obtenir le soutien d'un million de citoyens de toute l'UE qui la signeront. Par exemple, en 2012, « Right2Water » a recueilli 1,8 million de signatures dans toute l'UE, ce qui a conduit à l'adoption de nouvelles politiques en matière d'accès à l'eau potable.



Données et statistiques

Population

Selon **Eurostat**, au 1er janvier 2024, l'Union européenne comptait 449 millions d'habitants. Les pays les plus peuplés de l'UE étaient :

- ◆ Allemagne (83,4 millions, soit 19 % du total de l'UE)
- ◆ France (68,4 millions, soit 15 %)
- ◆ Italie (58,9 millions, soit 13 %)
- ◆ Espagne (48,6 millions, soit 11 %)
- ◆ Pologne (36,6 millions, 8 %)

Au total, ces cinq pays représentaient 66 % de la population de l'UE. À l'autre extrémité du classement, les pays les moins peuplés de l'UE étaient :

- ◆ Malte (563 000 personnes, soit 0,1 % du total de l'UE)
- ◆ Luxembourg (672 000, soit également 0,1 %)
- ◆ Chypre (934 000, soit 0,2 %)

Les citoyens de l'UE ont la liberté de circuler et de résider dans différents pays de l'UE. Au 1er janvier 2024, le groupe le plus important de citoyens de l'UE résidant dans d'autres pays de l'UE en tant que non-ressortissants était celui des citoyens roumains (3,1 millions, soit 22 % des 13,9 millions de citoyens de

l'UE vivant dans un autre pays de l'UE en tant que non-ressortissants), suivi des citoyens italiens et polonais (1,5 million chacun, soit 11 %).

Citoyenneté

Selon [Eurostat](#), en 2023, les pays de l'UE ont accordé la citoyenneté à plus de 1,1 million de personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l'UE, soit une augmentation de 6,1 % par rapport à 2022.

La plupart des nouvelles citoyennetés ont été accordées par :

- ◆ Espagne (240 200 ; 22,9 % du total de l'UE)
- ◆ Italie (213 600 ; 20,3 % du total de l'UE)
- ◆ Allemagne (199 800 ; 19,0 %)
- ◆ France (97 300 ; 9,3 %)
- ◆ Suède (67 800 ; 6,5 %)

En 2023, les Syriens, les Marocains et les Albanais figuraient toujours parmi les trois principales nationalités bénéficiaires de la citoyenneté européenne.

Erasmus et Erasmus+

Selon [Erasmus-plus](#), de 1987 à 2013, environ 7,1 millions de personnes ont participé au programme Erasmus. Rien qu'entre 2014 et 2023, 8,5 millions d'autres ont bénéficié d'une expérience Erasmus.



Défis et controverses

◆ Inégalité d'accès aux droits

Tous les citoyens de l'UE ne connaissent pas parfaitement leurs droits ou se heurtent à des obstacles administratifs et linguistiques lorsqu'ils souhaitent les exercer. Certains affirment que la citoyenneté européenne profite principalement aux personnes mobiles ou plus instruites. C'est pourquoi le rapport sur la citoyenneté de l'UE de 2020 met l'accent sur la sensibilisation aux droits grâce à des campagnes d'information telles que le portail « Your Europe ». Parallèlement, l'UE s'efforce de simplifier les outils en ligne et les services multilingues, par exemple EURES ou l'identité numérique européenne.

◆ Inégalités sociales et économiques

La mobilité de la main-d'œuvre peut entraîner une « fuite des cerveaux » dans certains pays. Cela signifie que les travailleurs qualifiés quittent les États de l'Est de l'UE pour les États de l'Ouest, ce qui entraîne des déséquilibres économiques et ralentit le développement des régions les plus pauvres. C'est pourquoi les fonds de la politique de cohésion de l'UE soutiennent la création d'emplois et le développement dans les régions moins développées, ainsi que les investissements dans la formation afin d'équilibrer les compétences dans toute l'UE.

◆ Déficit de participation démocratique

Certains citoyens se sentent déconnectés des institutions européennes et estiment que le processus décisionnel de l'UE est trop éloigné ou trop complexe. C'est pourquoi l'**Initiative citoyenne européenne** permet aux citoyens de proposer directement des mesures législatives.

◆ Migration et citoyens non européens

La distinction entre les droits des citoyens européens et ceux des ressortissants de pays tiers suscite souvent la controverse, en particulier lors de crises liées aux réfugiés ou à la migration, ce qui donne lieu à un vaste débat : la citoyenneté européenne doit-elle évoluer vers un concept plus large « fondé sur la résidence » ou rester strictement liée à la nationalité des États membres ? Comment réformer les politiques d'asile et de migration afin de garantir l'équité tout en protégeant les marchés du travail et la cohésion sociale de l'UE ?

◆ Brexit et citoyenneté européenne

Le Brexit a montré comment les droits liés à la citoyenneté européenne peuvent être perdus lorsqu'un État membre quitte l'Union. Il a soulevé des questions quant à savoir si la citoyenneté européenne devrait être permanente et indépendante de l'appartenance nationale.

◆ Crise du logement

L'Europe est confrontée à une crise du logement qui s'aggrave et touche de manière disproportionnée les ménages à faibles revenus et les locataires.

Accessibilité au logement : dans de nombreux pays européens, un nombre croissant de ménages consacrent plus de 40 % de leur revenu disponible aux frais de logement, un seuil connu sous le nom de « surcharge liée au coût du logement ».



Lectures complémentaires et ressources

- ✦ Commission européenne. (2025). *Protection et inclusion sociales*. Employment, Social Affairs and Inclusion. https://employment-social-affairs.ec.europa.eu/policies-and-activities/social-protection-social-inclusion_fr
- ✦ Eurostat. (2024). *Methodology - Income and living conditions*. <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/methodology>
- ✦ The Federalist. (1995). *Citizenship in the European Union*. The Federalist – Political Revue, Year XXXVII(3), 191. <https://www.thefederalist.eu/site/index.php/en/notes/2078-citizenship-in-the-european-union>
- ✦ Commission européenne. (2025). *Droits des consommateurs et plaintes*. https://commission.europa.eu/live-work-travel-eu/consumer-rights-and-complaints_fr
- ✦ Commission européenne. (2025). *Guide de citoyenneté européenne - Droits et opportunités [PDF]*. https://commission.europa.eu/document/download/c0441a72-c5c0-40d0-900f-c8af7d9b1a04_fr?filename=Guide+to+EU+citizenship_FR.pdf
- ✦ Maastricht University. (2025). *EU Citizenship: Rights and Remedies in EU Law*. <https://www.studeersnel.nl/nl/course/maastricht-university/eu-citizenship-rights-and-remedies-in-eu-law/7120007>



- ✦ e-Medine. (2019). *EU Citizen rights and duties*. <https://e-medine.org/eu-citizen-rights-and-duties/>
- ✦ Shaelou, S. L., & Razmetaeva, Y. (2023). Challenges to Fundamental Human Rights in the age of Artificial Intelligence Systems: shaping the digital legal order while upholding Rule of Law principles and European values. *ERA Forum*, 24(4), 567–587. <https://doi.org/10.1007/s12027-023-00777-2>
- ✦ Mantu, S. & Minderhoud, P. (n.d.). EU Citizenship And Social Rights: Inclusion Or Exclusion? Chapter 18. In *Centre for Migration Law Working Papers* (pp. 298–299). <https://cmr.jur.ru.nl/cmr/docs/Mantu.Minderhoud.CH18.pdf>
- ✦ Coman, R. (2022). The politics of the rule of law in the EU polity. In *Palgrave studies in European Union politics*. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-97367-4>
- ✦ Kostakopoulou, T. (2024). *Citizenship, identity and immigration in the European Union. Between past and future*. Manchester University Press. <https://doi.org/10.7765/9781526185846>
- ✦ Balibar, E. (2024). Is European citizenship possible? Reclaiming democracy in the age of global crises (pp. 213–226). In *Routledge eBooks* (pp. 213–226). <https://doi.org/10.4324/9781003572923-16>
- ✦ Gora, A., & De Wilde, P. (2020). The essence of democratic backsliding in the European Union: deliberation and rule of law. *Journal of European Public Policy*, 29(3), 342–362. <https://doi.org/10.1080/13501763.2020.1855465>
- ✦ Krastev, I. (2011). The Age of Populism: Reflections on the self-enmity of democracy. *European View*, 10(1), 11–16. <https://doi.org/10.1007/s12290-011-0152-8>
- ✦ Garcia, M.J. (2022). Citizen Participation in Law-Making in the European Union. In *Handbook of Research on Digital Transformation Management and Tools*. (p. 12). <https://www.igi-global.com/chapter/citizen-participation-in-law-making-in-the-european-union/311945>
- ✦ Seeleib-Kaiser, M. (2018). EU citizenship, duties and social rights. In *IMISCOE research series* (pp. 231–234). https://doi.org/10.1007/978-3-319-89905-3_40
- ✦ EU@School project. (2023). *Module 3 - Politiques de l'Union européenne*. <https://www.euatschool.eu/fr/module-3-fr>



- ✦ EU@School project. (2023). *Module 5 - Citoyenneté et valeurs de l'UE*.

<https://www.euatschool.eu/fr/module-5-fr>

Vidéos (sous-titrées)

- ✦ EUdelegationUK. (2018, March 22). *Video about your EU citizenship rights: live, work, study and vote in any EU country*. YouTube.
<https://www.youtube.com/watch?v=Br8x1hMhsm4>
- ✦ Escola Secundária Manuel Cargaleiro. (2018, May 19). *Rights and duties of the European citizen*. YouTube.
https://www.youtube.com/watch?v=aMOKfrV_dLw
- ✦ European Parliament. (2017, April 4). *Your EU citizenship rights*. YouTube.
<https://www.youtube.com/watch?v=4Qz4yqM6NXM>
- ✦ PortaleItaly. (2024, October 23). *The incredible benefits of EU citizenship explained!* YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=RHv42olFnwo>
- ✦ EU Justice and Consumers. (2012, January 20). *Your rights as a European*. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=sAJy-IRWA>

Toutes les sources consultées le 15 septembre 2025.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

Code du projet : KA220-YOU-000286883